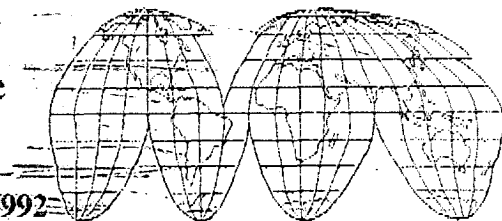


**This Week  
in Trade and  
Foreign Policy**      **Le commerce et  
la politique étrangère  
cette semaine**



October 15 to 21 1992

**Press Releases:**

**NON - CIRCULATING  
CONSULTEUR SUR PLACE**

**Wilson to Host Quadrilateral Trade Ministers Meeting in Cambridge**

**Oct 21, 1992, No. 203**

The Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, announced that he will host a meeting of trade ministers from the United States, the European Community and Japan -- the so-called Quadrilateral Trade Ministers -- in Cambridge, Ontario. "The purpose of the Quadrilateral meetings is to provide an opportunity for informal discussions on international trade and related economic developments," said Mr. Wilson.

**Statements:**

"... It is up to individual businesses to take the initiative to export and to enter into strategic alliances that result in innovative trade development. Yet, of the 40,000 Canadian firms involved in manufacturing, only one third export -- even after the FTA has secured the biggest two-way trading relationship in world history. And the top 100 companies account for fully 50 per cent of all exports. Clearly, more companies need to get involved ... We [Canadians] are playing with fire if we allow the [constitutional] uncertainty we have lived with for the last two years to get worse -- as it will with a 'no' vote -- and expect that there will not be any damage to our economy. So I believe that this referendum is about three things: the economy, the economy and the economy. And I think it is very important for us to address our concern about the economy by voting 'yes' on October 26."

**An Address by the Honourable Michael Wilson, Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade, to the Canadian Manufacturers' Association "Canadian Manufacturing Week Opening Ceremony" (Toronto, Ontario, October 20, 1992, No. 92/52, As Delivered)**

"... No individual, no community and no country can expect to "go it alone" in the world of the 1990s. We are more than ever an integral part of the global community. This is as true for our universities as it is for our industries. In fact, no matter what the issue is -- environment, trade, security, culture or education -- what happens abroad has a direct and far-reaching impact on our lives here at home -- as, I may say, our actions have on others' ... It would be fatal to an export-dependent economy like ours if we were, instead [of actively competing in the global market], to bury our heads in the sand. I am preaching to the converted when I underline that to maintain our ability to compete, to generate exports and high-skill jobs, we must develop our technology and knowledge base more rapidly. We can do that, first by fostering more productive and focused relationships among governments, industries and universities, and second by strengthening networks between our institutions of higher education and those of key partners such as Europe, the United States and Japan. There can be no such thing as splendid isolation for our universities, any more than there can be splendid isolation for any region or any country."

**An Address by the Honourable Barbara McDougall, Secretary of State for External Affairs, to the Canadian Bureau for International Education (Saskatoon, Saskatchewan, October 15, 1992, No. 92/51, As Delivered)**

"... For Quebec in particular, the [North American Free Trade] Agreement immediately does away with Mexican customs duty on the province's main exports, such as certain types of newsprint, coated and uncoated paper, chemically treated wood pulp, construction lumber, aircraft, commuter train rolling stock, medical products and various types of industrial equipment. The large Quebec auto industry will also benefit from clearer, more precise rules of origin, in particular in calculating North American content in cars and car parts ... Turning the page on the constitutional debate will enable the country to tackle its economic and social priorities. On the other hand, a 'no' means wasted energy. A 'no' means a difficult future. A 'no' is no solution to our bread and butter economic issues."

**An Address by the Honourable Michael Wilson, at ExportVision'92 Conference (Montreal, Quebec, October 14, 1992, No. 92/50, Check Against Delivery)**

**Upcoming Events**

October 1992:	ExportVision '92
October 1992:	Canadian International Trade Month
December 14-15, 1992:	CSCE Council of Foreign Ministers Meeting (Stockholm)

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

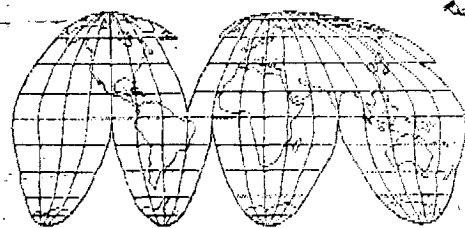
OCT 20 1992

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

## Le commerce et la politique étrangère cette semaine

## This Week in Trade and Foreign Policy

du 15 au 21 octobre 1992



### Communiqués

**M. Wilson accueille les ministres du commerce de la Quadrilatérale à Cambridge en Ontario** *Le 15 octobre 1992 N° 203*

L'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur, a annoncé qu'il accueillera les ministres du commerce des États-Unis, de la Communauté européenne (CE) et du Japon -- les ministres de la Quadrilatérale à Cambridge (Ontario). «L'objectif des réunions de la Quadrilatérale est de permettre aux participants de discuter, de façon informelle, de la situation commerciale internationale et des développements économiques connexes», a déclaré M. Wilson.

### Déclarations

«... Il appartient à chacune des entreprises de prendre l'initiative d'exporter ses produits et de conclure des alliances stratégiques qui permettent d'assurer l'expansion innovatrice du commerce. Or, sur les 40 000 entreprises canadiennes de fabrication, seulement le tiers exportent -- même si l'ALE a permis d'établir les relations commerciales bilatérales les plus importantes jamais instaurées dans le monde. Et 50 p. 100 de toutes les exportations sont attribuables aux 100 principales entreprises. De toute évidence, il faut qu'un plus grand nombre d'entreprises exportent... Nous [les Canadiens] jouons avec le feu si nous laissons l'incertitude [constitutionnelle] qui règne depuis deux ans empirer -- ce qui arrivera si le «non» l'emporte -- et si nous croyons que l'économie n'en subira pas le contrecoup. Par conséquent, je crois que ce référendum porte sur trois choses : l'économie, l'économie et l'économie. Et à mon avis, il importe au plus haut point que nous nous préoccupions de l'économie en votant «oui» le 26 octobre.»

Tiré de l'allocution de l'honorable Michael Wilson, ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du commerce extérieur devant l'Association des manufacturiers canadiens lors de la cérémonie d'ouverture de la «Semaine de l'industrie manufacturière» à Toronto (Ontario), le 20 octobre, 1992, N° 92/52, telle que prononcée.

«... Personne, aucune collectivité et aucun pays ne peut faire cavalier seul dans le monde des années 90. Nous faisons plus que jamais partie de la communauté internationale. Cela s'applique autant à nos universités qu'à nos industries. En fait, dans quelque domaine que ce soit, environnement, commerce, sécurité, culture ou éducation, les événements qui se déroulent à l'étranger ont une incidence directe et une grande portée sur nos vies ici, de la même façon que nos actions se répercutent sur les autres... Avec une économie tributaire des exportations comme la nôtre, il serait suicidaire de réagir [à la mondialisation] en nous enfouissant la tête dans le sable. Je ne vous apprend rien lorsque je souligne qu'en vue de maintenir notre capacité de rivaliser avec les autres pays, d'accroître nos exportations et de créer des emplois hautement spécialisés, nous devons développer plus rapidement notre base de technologie et de connaissances. Pour ce faire, nous devons en premier lieu encourager des relations plus efficaces et plus ciblées entre les gouvernements, les industries et les universités, et en second lieu renforcer les réseaux entre nos établissements d'enseignement supérieur et ceux de nos partenaires-clés que sont par exemple l'Europe, les États-Unis et le Japon. Il n'existe pas, pour nos universités comme pour toute région ou tout pays du monde, d'isolement qui soit bénéfique.»

Allocution prononcée par l'honorable Barbara McDougall, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'occasion de la Conférence annuelle du bureau canadien de l'éducation internationale à Saskatoon (Saskatchewan), le 15 octobre, 1992, N° 92/51, telle que prononcée.

«... Pour le Québec en particulier, l'Accord [de libre échange nord-américain] offre l'élimination immédiate des droits de douane mexicains sur les principaux produits d'exportation du Québec, comme certains types de papier journal ainsi que de papier couché et non couché, la pâte de bois chimique, le bois de construction, les avions, le matériel ferroviaire urbain, les produits médicaux et divers types de matériel industriel. L'importante industrie québécoise de l'automobile bénéficiera aussi de règles d'origine plus claires et plus précises, notamment pour le calcul de la teneur nord-américaine des automobiles et des pièces automobiles... Tourner la page sur le débat constitutionnel permettra au pays de s'attaquer de front aux priorités économiques et sociales. Quel sera le prix d'un «non» en énergies perdues? Quel sera le prix d'un «non» en avenir compromis? Quel sera le prix d'un «non» en priorités économiques remises à plus tard? Le bon sens nous dit qu'il y aura des conséquences économiques négatives qui découleront d'un «non»...»

Tiré de l'allocution de l'honorable Michael Wilson à la conférence VisionExport 92 à Montréal (Québec), le 14 octobre, 1992, N° 92/50, sous réserve de modifications.

### À venir

octobre 1992: VisionExport 92  
octobre 1992: Le mois canadien du commerce extérieur  
14-15 décembre 1992: CSCE- Réunion du Conseil des ministres des affaires étrangères (Stockholm)

Si vous voulez des copies supplémentaires, veuillez communiquer avec Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada au (613) 993-6435 ou sans frais au 1-800-267-8376. «Le commerce et la politique étrangère cette semaine/This Week in Trade and Foreign Policy» est préparé chaque semaine à la Direction générale des communications sur le commerce et la politique étrangère.